

Somalie, ou l'ingérence de Gribouille

Entretien avec Dominique Martin

Publié en décembre 1993 dans Catholica N°41

© Catholica 1993 http://www.catholica.presse.fr

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières http://www.msf.fr

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Somalie, ou l'ingérence de Gribouille

Dominique Martin a conduit la mission de Médecins sans frontières en Somalie. Comme il l'explique dans l'entretien qui suit, l'AICF, dirigée par Nathalie Duhamel, a été victime par deux fois de *bavures* américaines : une fois en juin 1992 où les locaux ont été bombardés, une autre fois en août 1992 où sous prétexte d'arrêter le général Aïdid, tout le personnel de l'AICF a été emprisonné et ses locaux détruits.

CATHOLICA — Comment jugez-vous la situation en Somalie?

Dominique MARTIN — Je pense qu'il ne faut pas confondre humanitaire et militaire. Les moyens employés ne sont pas les mêmes. Cette confusion est très regrettable. Les Américains ne respectent ni le droit de la guerre ni le droit humanitaire. Ce n'est pas en tirant sur les locaux de l'AICF ou en répondant par des salves de missiles à des tirs isolés en provenance d'un hôpital que l'on fera avancer la paix. La disproportion de la réponse est d'autant plus inquiétante qu'il s'agit officiellement d'une mission humanitaire. Les Etats-Unis ont cinq cents prisonniers et le CICR a toutes les peines du monde pour obtenir de les visiter. Pour l'instant, il a réussi à en voir cent soixante-dix et il semblerait que ceux-ci n'ont aucun contact avec leur famille. Le droit de la guerre n'est donc absolument pas respecté. Le 3 octobre dernier, les Américains ont tiré sur des populations civiles faisant au moins cent cinquante morts et sept cent cinquante blessés. Parmi les morts et les blessés, on compte au moins un tiers de femmes et d'enfants.

Comment peut-on expliquer un tel déchaînement?

Il est nécessaire pour cela de faire un peu d'histoire. Jusqu'en juin 1992, la communauté internationale est absente de Somalie et seules les ONG travaillent sur le terrain. A leur arrivée en décembre dernier, les Nations Unies ne connaissent donc pas la situation. A l'époque, elles se bercent d'ailleurs d'illusions quant à ce qu'elles peuvent faire pour résoudre les problèmes. Du début jusqu'à la fin, elles ont fait preuve de la plus grande inconséquence. Elles ont fait d'Aïdid l'allié privilégié puis le criminel de guerre à abattre et maintenant elles en font de nouveau l'interlocuteur incontournable. Il n'y a aucune politique véritable en Somalie. C'est cette absence de maîtrise des événements qui les a conduites dans les situations les plus délicates. Dernièrement, elles ont voulu arrêter une vingtaine de proches d'Aïdid qui logeaient dans un hôtel des environs du fameux marché de Bakara connu comme l'un des endroits les plus louches et les plus violents de Mogadiscio. En s'aventurant là, elles ont pris des risques très importants et dans un élan de panique ont tiré dans la foule : on compte une douzaine de morts et un hélicoptère a été abattu. C'est une énorme bavure. C'est comme si pour arrêter trois bandits devant une joaillerie rue de Rivoli, vous abattiez une dizaine de passants. J'appelle cela de l'inconséquence politique.

De la même façon que pendant la guerre du Golfe, ne retrouve-t-on pas du côté américain la même volonté d'en finir quoi qu'il en coûte ?

Comme les Américains dans ce genre d'intervention veulent un minimum de pertes, ils mettent beaucoup de monde en ligne. La Somalie avec vingt à vingt-cinq mille hommes sur le terrain n'a pas échappé à la règle. Les Somaliens ont d'ailleurs vécu ce déploiement de forces comme une véritable occupation. Certains groupes islamiques ont exploité cette situation et il semblerait qu'Aïdid se soit rapproché du mouvement islamo-terroriste de Khartoum. C'est par ce genre de politique que l'on arrive à se discréditer totalement. Les Somaliens ont l'art de savoir vous mettre en porte-à-faux. Mais quand en plus vous leur donnez des bâtons pour vous faire battre, évidement cela devient une catastrophe. Cependant,

il ne faut pas être naïf: l'inconséquence ne peut tout expliquer. Il y a également une grande méconnaissance du terrain. Autant les Etats-Unis étaient compétents au Koweit où la confrontation était plus conventionnelle, autant j'ai l'impression qu'en Somalie comme autrefois au Liban ils n'arrivent pas à trouver de solution. Les Américains sont assez manichéens: il était d'ailleurs étonnant de voir comment à leur arrivée ils nous questionnaient sur les groupes que l'on rencontrait pour savoir s'il s'agissait de " good " ou de " bad guys ".

Côté ONU, la situation est-elle plus clairvoyante? Peut-on parler de bloc onusien?

Non, les choses ne sont pas tellement plus claires. En effet, il y a des dissensions importantes entre les Nations Unies et les Etats-Unis, notamment entre l'amiral Howe et l'état-major américain. On dit que Boutros-Ghali a des raisons personnelles d'en vouloir à Aïdid: le contentieux daterait du temps où le secrétaire général des Nations Unies était ministre des affaires étrangères d'Egypte. Par ailleurs, sa visite à Mogadiscio, il y a quelques mois, s'était très mal passée. On dit aussi qu'il serait pieds et poings liés avec une Ligue arabe qui veut le voir combattre Aïdid dans la mesure où ce dernier serait prêt à accepter la partition de la Somalie (ce que refuse absolument la Ligue arabe qui souhaite protéger les autres pays islamiques). Cela expliquerait le jusqu'au-boutisme dont font preuve Boutros-Ghali et certains de ses proches comme l'amiral Howe. On voit ici toute la fragilité des démocraties ou des vidéocraties, pour reprendre le terme de Régis Debray dans son récent livre L'état séducteur. Le fait d'avoir un otage est appréhendé par les Américains comme une véritable catastrophe alors que les Somaliens restent toujours aussi combatifs même s'ils ont perdu cinq cents personnes dans les dernières semaines.

Le manque de cohérence et de cohésion de l'ONU est donc patent. Les cultures militaires sont très différentes entre des pays comme le Pakistan ou le Nigéria et les Etats-Unis. Sur le plan politique, il n'y a aucune unité de vue entre les différents Etats. L'Italie s'est retirée de Mogadiscio et développe une analyse très critique de l'intervention américaine. Quant à la France, elle a une politique plutôt poltronne : elle s'est en effet réfugiée dans sa zone et attend la suite des événements sans se permettre une seule critique. Ce manque de cohérence rajoute évidemment à la confusion générale. Les Somaliens sont les gens les plus compliqués auxquels on ait jamais eu affaire. Souvent très brillants, ils savent ce qu'ils veulent et ont une telle expérience de l'utilisation et de l'exploitation de l'aide internationale qu'ils savent manipuler et semer le doute. Dans ce cadre, toute fausse note peut s'avérer catastrophique.

Propos recueillis par Stéphen de Petiville © catholica 1993